

---

**Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte**  
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris  
(Institut historique allemand)  
Band 21/3 (1994)

DOI: 10.11588/fr.1994.3.59135

---

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

de Fribourg, nourris par des familles bâloises et logés dans un foyer près de la frontière, du côté allemand. R. BARGETON, directeur de cabinet du Délégué supérieur du Gouvernement militaire du pays de Bade, et G. CARREZ, qui collabora à la Direction des Affaires culturelles dans les domaines de la jeunesse et des «Affaires féminines», terminent la série des témoignages sur la ZFO, relayés ensuite par les officiers de la garnison de Fribourg, qui répondent à des questions sur le «vécu» des familles françaises à la veille de leur départ – en quelque sorte «poussées dehors» par la municipalité, pressée de récupérer les logements.

D'un format raisonnable, cet ouvrage donne sur des aspects variés de la présence française dans le pays de Bade des informations assez générales pour intéresser un vaste public. Avertissement aux lecteurs francophones qui seraient attirés par le titre bilingue: seules les interventions des témoins sont en français, les contributions des chercheurs sont en allemand, avec un résumé (succinct) en français.

Monique MOMBERT, Strasbourg

Winfried SCHULZE, Corinne DEFRANCE, *Die Gründung des Instituts für europäische Geschichte in Mainz*, Mainz (Philipp von Zabern) 1992, 77 p. (Veröffentlichungen des Instituts für europäische Geschichte, Mainz, Abteilung abendländische Religionsgeschichte, Abteilung Universalgeschichte, Beiheft 36).

L'Institut d'Histoire européenne de Mayence, créé le 13 novembre 1950 (ouverture officielle le 19 avril 1951), bénéficiait du patronnage des occupants français qui assurèrent des locaux, une partie importante du financement et un soutien global du projet. Le choix de Mayence est à replacer dans le contexte de la création du land rhéno-palatin; la reconstruction de la Domus Universitatis, qui abrite l'Institut depuis 1952, fut financée par le Haut-Commissariat français, avec des aides américaines. Depuis l'origine, près de 600 historiens, originaires de 36 pays, ont bénéficié de bourses de recherche dans les deux départements de l'Institut.

C'est à la préhistoire et aux débuts de l'Institut, jusqu'en 1955, que sont consacrées les deux contributions rassemblées dans la plaquette qui fait l'objet de ce compte rendu. La première est l'allocution prononcée par Winfried Schulze, à l'époque professeur à la Ruhr-Universität de Bochum, à l'occasion du 40<sup>e</sup> anniversaire de l'Institut, en 1990; l'auteur en replace la création dans le contexte de l'historiographie allemande de l'après-guerre. La seconde contribution, dont l'auteur a soutenu récemment une thèse sur la politique culturelle de la France en Rhénanie-Palatinat, montre la place et le rôle de l'Institut dans la politique culturelle de la France en Allemagne de 1945 à 1955.

La création de l'Institut se fit sous le signe du conflit entre historiens allemands; SCHULZE analyse comment, de 1945 à 1948, autour de la figure de Bismarck, les clivages entre un camp «prussien, protestant», et un camp «fédéraliste, catholique et pro-occidental» se creusèrent, au point de justifier la crainte d'un schisme. Un comité d'historiens de la première tendance s'étant constitué autour de Gerhard Ritter, l'Institut de Mayence fut considéré par ses fondateurs comme le centre de l'opposition à ce groupe, et ressenti par celui-ci comme tel. Fondé sur la combinaison de deux projets – un projet d'Histoire universelle (*Historia Mundi*) de Fritz Kern et un projet de révision des manuels scolaires –, il devait servir l'idée de la coopération entre historiens dans un esprit international et œcuménique. Le soutien des Français était acquis à un tel programme. Raymond Schmittlein, qui avait la haute main sur la politique culturelle au sein du Gouvernement militaire en ZFO puis du Haut-Commissariat, soutint activement l'Institut, dans lequel il voyait un moyen de rééduquer les Allemands et de former une nouvelle génération d'historiens dans l'optique d'une «mentalité européenne». Le projet de révision des manuels scolaires, reprenant des réflexions menées dans les années 30, avait mûri au sein des Rencontres de Spire organisées par les occupants français à partir de

1948; cet aspect de la mission de l'Institut fut abandonné en 1951 à l'Institut de recherche sur les manuels scolaires (Institut für Schulbuchforschung) de Braunschweig.

La mort subite de Kern en mai 1950 provoqua un déséquilibre entre les deux départements initialement prévus, consacrés respectivement à l'Histoire universelle et à l'Histoire du Christianisme, au profit du second; son responsable, Joseph Lortz, allait en effet se trouver »seul maître à bord« et développer son domaine, au point que l'Institut fut un temps accusé par ses adversaires d'être une entreprise cléricale – critique à laquelle les Français étaient sensibles. C'est avec la nomination de Martin Göhring, spécialiste de questions françaises, en 1951, que la mission européenne de l'Institut devint une réalité et que son activité de recherche prit un essor remarqué. Un congrès sur l'Europe, organisé en 1955, consacra la reconnaissance de l'Institut sur le plan international.

Emblématique de la coopération franco-allemande sur le plan scientifique et symbole de la réconciliation, l'Institut de Mayence paraît au lecteur un exemple réussi – malgré quelques anicroches – des effets de la politique culturelle de la France en Allemagne.

Monique MOMBERT, Strasbourg

Klaus EISTERER, *Französische Besatzungspolitik. Tirol und Vorarlberg 1945/46*, Innsbruck (Haymon) 1991, 452 p. (Innsbrucker Forschungen zur Zeitgeschichte, 9).

Voilà publiée la thèse de doctorat de Klaus Eisterer sur la Zone Française d'Occupation en Autriche. Cet important travail comble une lacune dans notre connaissance des relations entre la France et l'Autriche dans l'après-guerre. Eisterer ne veut pas se limiter à une description des faits à la Ranke, mais en expliquer le »pourquoi« en présentant un choix significatif de documents tirés des archives disponibles du Ministère des Affaires Extérieures sur l'occupation (maintenant visibles à Colmar). Après avoir fait l'historique de la période, il les organise en quelques thèmes essentiels: problèmes d'alimentation, réfugiés, dénazification, politique culturelle vue sous l'angle de la désannexion et de la démocratisation. L'auteur communique au lecteur de manière très vivante et avec une grande clarté ce qui se lit comme une chronique passionnante.

C'est seulement fin 1944 que la France est entrée comme membre à part entière dans la European Advisory Commission interalliée. Le représentant français René Massigli n'avait, tout d'abord, exigé qu'une zone en Allemagne, puis la possibilité de participer à l'occupation de Vienne. Le Kontrollabkommen, signé le 9 juillet 1945, attribuait à la France le Vorarlberg et le Tyrol. Le Général de Gaulle revendiquait une Autriche indépendante qui permettrait, à la fois, de contrecarrer les plans d'hégémonie de l'Union soviétique en Europe de l'Est et d'affaiblir les positions de l'Allemagne. Tout comme l'Administrateur Général Pierre Voizard et le Général Commandant en Chef Marie-Emile Béthouart, de Gaulle considérait l'Autriche comme un »pays ami«. Le 20 octobre 1945, le gouvernement Renner avait été reconnu par la France. Jusqu'en septembre 1946, elle se donnait une »mission de contrôle« en Autriche.

La partie qui traite du problème délicat de l'alimentation est bien documentée et va à l'essentiel. Eisterer n'abuse pas de chiffres, mais ceux qu'il propose sont significatifs, ainsi la comparaison entre la situation en 1939 (2600 calories/jour) et février 1945 (925 calories/jour). Il montre que les Alliés ont apporté leur aide à la population pour mieux répartir les vivres, mais qu'ils ont aussi procédé à des réquisitions. La France poursuivait un double objectif, cherchant à concilier une politique de prestige et une occupation au moindre coût. Klaus Eisterer évoque également les lenteurs administratives et la qualité médiocre de l'alimentation. Il se penche sur le problème du marché noir et de ses conséquences.

Le problème épineux des Displaced Persons (DP) est évoqué dans le chapitre suivant. La ZFO en Autriche constituait un lieu de transit pour les DP vers la France et l'Italie. Des problèmes de compétence se posaient entre les différents services et l'autonomie de la zone